

Compte-rendu
GROUPE DE TRAVAIL NATURA 2000 VAL D'ARGENS
« AGRICULTURE, FORET ET MILIEUX NATURELS »
Carcès, 6 avril 2011

Personnes présentes :

- Marc BELLON, DDTM 83, Service de l'économie agricole
- Stéphane THOLLON, DDTM 83, Service environnement et forêt
- Laetitia BANTWELL, Conseil général du Var, service ENS
- Gilles REGIS, Adjoint agriculture, Mairie de Puget-sur-Argens
- Philippe BREGLIANO, Syndicat des propriétaires forestiers du Var
- Jean-Louis ALENA, Maire de Carcès, Conseiller général
- Paul ARNOLD, SAFER
- Gilles MILLO, FDSEA
- Natacha FLEURY, Communauté de communes Pays Mer Esterel
- Laurent SALVARELLI, Communauté de commune Pays Var Esterel
- Maryse MALIN, Association des riverains de l'Argens
- Henriette FOUSSENQ, Association des riverains de l'Argens
- Alain MILLANELLO, Fédération des chasseurs du Var
- Christine MAYER, Adjointe Mairie de Châteauvert
- Dominique ROMBAUT, C.E.E.P.
- Jean-Marie MICHEL, Association des riverains de l'Argens
- Karine MONIER, Conseil général du Var, Direction de l'Agriculture
- Sophie DRAGON, AGRIBIOVAR
- Christine POURRIERE, Chambre d'agriculture du Var
- Jean-Marc CORTI, Comité régional des propriétaires forestiers, antenne Var
- Olivier AUDA, Conseil Général 83, service Rivières et milieux aquatiques
- Fanny SEITZ, chargée de mission Natura 2000 Val d'Argens, Conseil Général 83

Absents excusés :

- Philippe ORSINI, Museum d'histoire naturelle de Toulon
- Anne THEVENOT, Conseil Général 83, Responsable du service Rivières et milieux aquatiques

9h – Accueil

Tour de table.

Ordre du jour :

1. Rappels sur Natura 2000 / où en est-on de la démarche / rôle des groupes de travail
2. Les enjeux de conservation du site et l'influence des pratiques agricoles et forestières
3. Les objectifs de conservation : propositions du groupe sur les orientations de gestion

Objectifs de la réunion :

Suite à l'état des lieux des espèces et des habitats d'intérêts communautaire et des activités humaines, l'opérateur du site a rédigé le 1^{er} TOME du documents d'objectifs présentant le résultat de ces inventaires et les enjeux en terme de conservation de la biodiversité du site. A partir de ces résultats, 12 objectifs de conservation ont été définis.

Le but de cette réunion est de présenter ces 12 objectifs et de définir des orientation de gestion dans le domaine agricole et forestier qui permettront d'atteindre ces objectifs.

Une prochaine réunion portera sur les mesures et actions précises à proposer dans le DOCOB pouvant répondre aux objectifs de conservation.

Présentation :

Rappels sur Natura 2000 / où en est-on de la démarche / rôle des groupes de travail

1. Les enjeux de conservation du site et l'influence des pratiques agricoles et forestières

Remarques sur l'influence des pratiques agricoles :

Concernant l'influence de l'irrigation des vignes sur l'aggravation potentielle de l'étiage estival, Christine POURRIERE (Chambre d'Agriculture du Var) répond que l'apport d'eau pour l'irrigation des vignes se fait par la Société de Canal de Provence sur la basse vallée et les agriculteurs pratiquent le goutte à goutte, donc l'influence sur les niveaux d'eau de l'Argens n'est pas avérée.

Gilles MILLO (FDSEA) : une étude de la Chambre d'Agriculture confirme que l'irrigation des terres agricoles n'a qu'une très faible influence sur les niveaux d'eau.

L'opérateur : cette influence est citée suite à l'évolution de la réglementation sur l'irrigation des vignes AOC (décret).

Christine POURRIERE : il faut tout de même une dérogation, ça ne se passe pas aussi facilement.

L'enjeu « irrigation des vignes pourrait aggraver la baisse des niveaux d'eau » est remplacé par « les prélèvements agricoles, directs ou par des canaux d'irrigation, aggravent l'étiage estival des cour d'eau ». Cet enjeu prend en compte toutes les cultures.

Remarques sur l'influence des pratiques forestières :

Marc CORTI (CRPF) : l'impact de la coupe à blanc doit être évalué en terme de surface. En effet, la coupe des arbres est une pratique forestière reconnue pour entretenir des forêts (taillis de Chênes par exemple). L'impact est donc mesurable à partir d'une surface importante de coupe à blanc.

2. Les 12 objectifs de conservation du site (OC)

Les 12 objectifs de conservation sont présentés un par un. Le but est que les membres du groupe de travail de proposent des orientations en terme de gestion agricoles et forestières pour atteindre chaque objectif : ce qui peut se faire ou pas.

OC 1 Préserver l'hydrosystème du fleuve et des affluents

L'opérateur expose quelques propositions d'orientations de gestion permettant d'atteindre cet objectif : mise en place de bandes enherbées, favoriser les traitements phytosanitaires raisonnés, ...

Remarques dans la salle :

Gilles MILLO : la réglementation impose déjà les **bandes enherbées** sur les parcelles agricoles. Cette mesure paraît favorable mais n'est pas une solution pour éviter l'érosion des sols en bordure de cours d'eau. En effet, l'érosion se fait alors sous le couvert herbacé, ce qui ne résout pas le problème.

Réponse : par contre cette zone tampon peut être une des solutions au maintien de la qualité des eaux en permettant de retenir des intrants agricoles lors des ruissellements, évitant la pollution des milieux aquatiques.

Gilles MILLO : Concernant l'orientation « **maintenir la ripisylve** », il faut ajouter qu'il faut un entretien des arbres, car sans entretien il y a un risque de chutes d'arbres. Les arbres tombés au niveau de Chateaudouble ont accentué le phénomène des crues du mois de juin.

Dominique ROMBAUT (CEEP) : il y a surtout eu un effondrement des berges très volumineux, ce qui a certainement eu plus de conséquence que les arbres tombés.

Olivier AUDA (CG83) : certaines structures de gestion des cours d'eau existent déjà, une nouvelle dynamique pourrait de plus voir le jour suite aux inondations du 15 juin. Ces dernières ont été provoquées par les très fortes pluviométries (et très concentrées car environ 400 mm sur les Arcs en 24h). Les embâcles peuvent provoquer de légères sur-inondations à proximité de ponts par exemple sur quelques dizaines de mètres.

Madame FOUSSENQ (Association des riverains de l'Argens) : la ripisylve permet le ralentissement des crues.

Dominique ROMBAUT propose de rajouter la **préservation des zones d'expansion de crues** dans l'objectif de préserver l'hydrosystème du fleuve et de ces affluents.

Les zones d'expansion peuvent être en milieu agricole et le maintien de l'activité agricole permet de préserver ces zones.

Question dans la salle : Comment inciter les propriétaires ? Notamment si un riverain n'est pas agriculteur ?

DDTM : il existe les aides à l'effort pour les agriculteurs et les non agriculteurs par une compensation financière.

Concernant la restauration de la ripisylve, Marc CORTI précise qu'il ne faut pas exclure l'introduction d'espèces telles que le Châtaignier par exemple. Ces essences sont appréciées par les gens. Cela permettra d'inciter les personnes.

DDTM : Le problème de la plantation, c'est qu'après l'action payée, il n'y a pas d'entretien par la suite.

Marc CORTI insiste que s'il n'y a pas de valorisation à terme, ce n'est pas facile d'inciter les gens.

Sophie DRAGON (Agribiovar) propose la conversion des terres agricoles en Agriculture Biologique.

La DDTM indique que les aides existent mais qu'elles sont difficiles à mettre en place car l'agriculteur doit changer tous ses itinéraires techniques avant de pouvoir produire de l'AB. Le passage peut se faire de manière progressive, d'abord par de l'agriculture raisonnée (diminution de la fréquence et du nombre de traitement par exemple), puis au final par de l'AB.

Sophie DRAGON insiste sur l'intérêt de cette mesure de conversion vers de l'AB. Elle demande si il existe des mesures pour soutenir celles existantes.

DDTM répond que oui.

Gilles MILLO demande si le passage en AB doit se faire sur la totalité de la surface exploitée. Il expose le cas de son exploitation d'oliviers qu'il voulait produire en AB. La condition était que toute son exploitation devait être convertie en AB, pas seulement les oliviers.

Sophie DRAGON répond qu'une partie des surfaces seulement peut être convertie sur 5 ans. Puis, 5 ans après le reste de l'exploitation doit être convertie.

Gilles MILLO précise que les parcelles agricoles de Carcès font en moyenne 20 ha par exploitation. Les agriculteurs ont conscience de l'impact qu'ils ont sur l'environnement, mais que les enjeux économiques sont trop importants. Il vaudrait peut être mieux inciter d'abord ceux qui se trouvent sur les bords de l'Argens, ou en tous cas sur des zones déterminées comme étant à enjeux. Il rajoute que le produit AB ne peut pas être valorisé facilement.

Christine POURRIERE rajoute qu'il ne faut pas opposer entre elles les pratiques traditionnelles, raisonnées ou en AB. Il faudrait déterminer un axe particulier, approuvant les propos de Gilles MILLO, avec en priorité des actions sur les bords de l'Argens.

DDTM répond que la réglementation impose que les mesures doivent être déployées sur l'ensemble du périmètre Natura 2000. Ce sera le rôle de l'animateur du DOCOB de proposer une orientation prioritaire sur des secteurs.

Gilles MILLO se désole que les règles administratives bloquent souvent les projets. Il regrette que la démarche Natura 2000 repose sur la concertation et que malgré les compromis que sont prêts à faire certains agriculteurs (passer en agriculture biologique sur les secteurs à enjeux), l'Etat se montre aussi rigide. A son sens, et pour faire avancer la démarche Natura 2000, il est souhaitable de faire remonter une demande de souplesse des mesures, le but premier étant de faire avancer les mentalités.

DDTM répond qu'il ne faut pas être restrictif. Il faut lister tout ce qui peut se faire, proposer le plus possible de MAE ou de contrats pour avoir le choix et ensuite aller plus loin.

Gilles MILLO : dans le secteur de Carcès, il est possible de faire de l'agriculture raisonnée mais qu'il semble difficile de produire de l'AB au vu des réglementations.

Une propriétaire riveraine de l'Argens se plaint de ne pas pouvoir se mettre en AB.

Karine MONIER (CG83, Agriculture) rappelle qu'on parle à ce jour d'objectifs à atteindre. C'est ensuite que l'on peut voir quelles mesures peuvent apporter les solutions, qu'elles soient financées par le projet Natura 2000 ou par d'autres structures publiques.

SAFER : en effet, il existe des aides à la conversion vers l'AB dans le cadre de Natura 2000. Mais l'agriculteur risque tout de même des pertes de revenus (car le système de production est différent du raisonné). Il existe alors des aides publiques qui peuvent se rajouter à la mesure d'aide à la conversion.

Gilles MILLO : les agriculteurs font des efforts mais pour aider les agriculteurs dans le temps.

Dominique ROMBAUT demande s'il y a des efforts des caves pour valoriser l'AB.

Gilles MILLO : il n'y a pas de volonté des caves car il y a trop de contraintes.

Dominique ROMBAUT : on pourrait proposer une cuvée des « bords de l'Argens » pour valoriser les vins de pays.

Philippe BREGLIANO : les coopératives qui vendent le vin en « vrac » subissent les cours du marché. Dans la cave bio de Correns, ils font du détail et le prix reste raisonnable.

Communauté de commune Pays Var Esterel : sur la basse vallée, il faut prévoir le maintien de l'agriculture, car il y a une pression foncière telle que les terres agricoles deviennent trop chères, entraînant une déprise de cette activité. Pour le moment, il y a une convention entre la SAFER et les communes pour le maintien de l'agriculture avec des aides aux communes pour le rachat des terres. Est-ce qu'il peut y avoir des aides de ce type dans le cadre de Natura 2000 ?

DDTM : même si il y a une volonté de mettre en œuvre ce type d'actions, il n'y a pas assez de moyens financiers. La volonté de l'Etat est de laisser faire la SAFER pour ce qui est de l'ordre du foncier.

SAFER : la SAFER PACA est conventionnée avec l'Agence de l'Eau pour proposer des zones de vigilance dont le but est de préserver l'environnement. A Entrecasteaux, par exemple, grâce à cette vigilance, des terres agricoles ont pu être rachetées.

Laetitia BANTWELL : dans le cadre des zones de préemption des ENS, le conseil général a la volonté d'acquérir des zones d'expansion de crues et d'y favoriser la présence d'agriculteurs en convention avec la collectivité. Le but de la préemption est de faire une veille pour voir passer les ventes et pouvoir acquérir ces espaces.

Dominique ROMBAUT : le CEEP fait également des conventions avec des agriculteurs.

SAFER fait également une veille.

Dominique ROMBAUT propose que lors de l'animation du DOCOB, il y ait un groupe de travail sur le foncier en zone Natura 2000. Elle expose ensuite les problèmes fréquemment rencontrés de dépôts de gravats et de prélèvement de terres en bordure de cours d'eau. Ce phénomène se rencontre surtout en basse vallée. L'érosion des berges fait perdre des surfaces agricoles que les agriculteurs comblent avec de la terre.

Gilles REGIS (Mairie de Puget): ces activités de comblement ou d'extraction de la terre sont interdites. Plusieurs procès verbaux ont été déposés mais n'arrêtent pas pour autant les délits. La commune de Puget fait régulièrement des réunions pour sensibiliser les propriétaires.

La Fédération des chasseurs demande s'il y a des actions de dépollution qui ont été mise en place suite aux inondations.

CG : l'ampleur des dégâts est telle que les actions se mettent en place localement. Le conseil général ne peut pas intervenir partout. Toutefois, à travers le traitement des embâcles, de nouveaux déchets situés à proximité ont été traités

Riverain : lorsqu'on est propriétaire riverain, que fait-on des déchets ?

Gilles REGIS: la mairie est à leur disposition pour se débarrasser des déchets.

DDTM : l'Etat a financé des actions d'enlèvement des déchets. Mais ne peut pas tout assumer financièrement. Il faut réagir localement.

Monsieur ALENA (Maire de Carcès): oui mais là encore, les communes n'ont pas assez de crédits.

PROPOSITIONS DU GROUPE POUR OC1 :

- **Maintien de la qualité de l'eau à un niveau égal aux objectifs de "Bonne qualité écologique" de la directive Cadre sur l'eau (DCE 2000/60/CE).**
- **Développer et favoriser les traitements phytosanitaires raisonnés ainsi que les fertilisations et amendements raisonnés**
- **Développer la filière Agriculture Biologique**
- **Mettre en place des bandes enherbées sur des parcelles agricoles en zones à enjeux**
- **Favoriser le développement des ripisylves notamment en largeur**
- **Favoriser la régénération naturelle et spontanée de la ripisylve**
- **Pour tous les cours d'eau, maintien de l'intégralité de la ripisylve existante et si possible accroissement de sa surface par reconstitution ou élargissement de certains tronçons (2 x 15 m maximum)**
- **Favoriser les zones d'expansion de crues (milieux naturels et milieux agricoles)**
- **Maintien de l'agriculture (enjeu de la basse vallée)**

OC 2 Maintenir et restaurer les continuums écologiques (trames vertes et bleues)

Cet objectif est très important pour les chauves-souris. Ces espèces ont besoins d'éléments paysagers pour se déplacer vers les zones de chasse ou pour effectuer leur transit saisonnier. La collision lors de leur passage sur les voies de circulation routière est aussi une des menaces pour ces espèces.

Monsieur ALENA affirme ne jamais avoir vu des chauves-souris tuées par collision.

Opérateur : c'est pourtant une réelle menace.

La Fédération des chasseurs s'interroge sur cet objectif car les corridors sont déjà identifiés à l'échelle nationale.

Laetitia BANTWELL répond qu'effectivement il y a un travail d'identification des corridors et qu'il existe également une réflexion à l'échelle régionale (schéma régional). Mais ce travail est réalisé à trop petite échelle pour prendre en compte l'enjeu des chauves-souris à l'échelle du site.

Fédération des chasseurs : on n'a aucune information sur le sujet.

Laetitia BANTWELL: ce schéma sera bientôt présenté par l'Etat et la Région.

Question : connaît-on la largeur idéale de la ripisylve pour qu'elle puisse assurer ses fonctions ?

Réponse : En théorie, des études scientifiques parlent de 20 mètres de largeur de part et d'autre du cours d'eau. Mais tout dépend aussi du contexte local. Néanmoins, il apparaît clairement que plus la ripisylve est large plus ses fonctions écologiques sont assurées.

Dans la proposition de restauration de la ripisylve sur 15 mètres au minimum, Monsieur ALENA propose qu'on réduise la largeur à 10 mètres.

Philippe BREGLIANO demande si c'est possible d'avoir une expertise de la ripisylve lorsqu'on est propriétaire riverain.

Olivier AUDA, technicien rivières, répond que le conseil général peut se déplacer pour apporter des conseils aux propriétaires.

PROPOSITIONS DU GROUPE POUR OC2 :

- **Restaurer la ripisylve avec une largeur minimale de 10 à 15 mètre de largeur sur les 2 rives**
- **Entretenir la ripisylve**
- **Entretenir les éléments naturels paysagers (arbres, haies, vallons) et en replanter**

OC 3 Conserver la dynamique naturelle des peuplements rivulaires

PROPOSITIONS DU GROUPE POUR OC3 :

- **Adapter les coupes des peuplements rivulaires lors de l'entretien de la ripisylve**
- **Prise en compte de la dynamique du cours d'eau dans les aménagements**

OC 4 Garantir un réseau de gîtes pour les populations de chauves-souris (conservation et restauration)

Madame FOUSSENQ (Association des riverains de l'Argens) demande ce qu'il faut faire lorsqu'un cabanon qui accueille des chauves-souris menace de s'écrouler.

Philippe BREGLIANO a eu le même cas de figure. Il a contacté le CEEP et a réussi à être financé pour restaurer le cabanon. Le financement a pu se faire avec les crédits de l'Etat alloués aux actions sur un site Natura 2000. Le CEEP l'a aidé à monter le contrat avec l'Etat.

Laetitia BANTWELL précise que les travaux à réaliser sur des cabanons ou canaux qui abritent des chauves-souris doivent s'effectuer dans une période de l'année où les bêtes ne seront pas dérangées, c'est-à-dire quand elles ne sont pas là !

Par exemple, sur les falaises du Vallon Sourn, l'activité d'escalade est importante (site de renommée internationale). Ce n'est pas l'activité en elle même qui menace les espèces présentes mais la purge des falaises. Elles doivent être faites lorsque les chauves-souris ne sont pas présentes pour ne pas risquer de les déranger.

Laetitia BANTWELL demande s'il existe des mesures adéquates à ce type d'action.

DDTM répond qu'il y a des contrats Natura 2000 appelés « opérations innovantes au profit des espèces ou habitats » qui pourraient très bien s'adapter à ce type de mesures.

Jean-Marc CORTI demande qu'on rajoute un critère de surface pour l'objectif de « préserver les lisières ».

Madame FOUSSENQ demande si les contrats Natura 2000 sont réalisés au cas par cas.

Réponse : oui.

PROPOSITIONS DU GROUPE POUR OC4 :

- **Protéger strictement certains gîtes**
- **Sensibiliser les propriétaires**
- **Prendre en compte le cycle biologique des espèces lors de tous travaux d'aménagement**

OC 5 Maintenir la fonctionnalité des corridors et la qualité des habitats de chasse autour des gîtes à chauves-souris

PROPOSITIONS DU GROUPE POUR OC5 :

- Préserver la ripisylve
- Restaurer la ripisylve
- Préserver des éléments naturels paysagers
- Planter des éléments naturels paysagers
- Préserver la qualité de l'eau
- Préserver les lisières forestières, avec indicateur de surface
- Préserver les milieux ouverts

OC 6 Conserver les habitats de tufs et de travertins

PROPOSITIONS DU GROUPE POUR OC6 :

- Maintenir la qualité de l'eau (paramètres chimiques)

OC 7 Préserver les fonctionnalités des zones humides

PROPOSITIONS DU GROUPE POUR OC7 :

- Restaurer les prairies
- Entretenir les prairies
- Maintenir le caractère naturel des écoulements

OC 8 Conserver les populations du Barbeau méridional

PROPOSITIONS DU GROUPE POUR OC8 :

- Préserver les populations pures
- Préserver les habitats des poissons
- Veiller à la qualité de l'eau

OC 9 Surveiller les espèces exotiques envahissantes susceptibles de menacer les habitats et les espèces d'intérêt communautaire

PROPOSITIONS DU GROUPE POUR OC9 :

- **Sensibilisation**
- **Veiller ne pas introduire d'espèces exotiques**
- **Restauration si il y a prolifération d'espèces envahissantes (si techniquement possible)**

OC 10 Conserver les peuplements forestiers anciens

Jean-Marc CORTI demande s'il existe des contrats pouvant préserver les îlots d'arbres sénescents.

DDTM : oui, la DREAL est en réflexion sur la proposition d'un tel contrat, associé à celui des arbres sénescents disséminés (dispositif favorisant le développement d'arbres sénescents).

PROPOSITIONS DU GROUPE POUR OC10 :

- **Gérer les peuplements forestiers**
- **Conserver des îlots de vieillissements**

OC 11 Entretenir les pelouses et les prairies ouvertes

PROPOSITIONS DU GROUPE POUR OC11 :

- **Éviter la fermeture des milieux par des ligneux**
- **Créer des milieux ouverts**
- **Préserver ces espaces de toutes pollutions**

OC 12 Améliorer les connaissances de certaines espèces à fort et très fort enjeu

PROPOSITIONS DU GROUPE POUR OC12 :

- **Sensibilisation**
- **Apporter des connaissances**

Les 12 objectifs ont été présentés, la séance est terminée.

Un compte-rendu de la réunion sera envoyé aux personnes invitées à ce groupe de travail.

Lors de la prochaine réunion, une liste d'actions sera envoyé au groupe avant qu'il se réunisse (au mois de juin) pour travailler sur les mesures et de les adapter à la réalité du terrain. L'objectif étant de bénéficier d'une liste d'actions concrètes et utiles pour conserver la biodiversité du site.

+++